

Brèves économiques et financières du Brésil

Semaine du 20 au 26 novembre 2020

Résumé :

- L'indice des prix IPCA-15 atteint +0,81% m.m. en novembre, ce qui correspond à sa plus forte progression mensuelle depuis 2015.
- Le Sénat approuve la troisième phase du programme Pronampe de soutien aux micros, petites et moyennes entreprises.
- Le Brésil conserve son excédent courant pour un septième mois consécutif.
- La Banque Mondiale prévoit une baisse de la pauvreté en 2020 puis une forte hausse l'année prochaine.
- Graphique de la semaine : l'emploi résiste moins bien face à la crise actuelle que face à la récession de 2015-2016.
- Evolution des marchés du 20 au 26 novembre 2020.

L'indice des prix IPCA-15 atteint +0,81% m.m. en novembre, ce qui correspond à sa plus forte progression mensuelle depuis 2015.

Mesuré autour du jour 15 du mois pour 11 régions métropolitaines, l'Indice étendu des Prix au Consommateur IPCA-15 a progressé de +0,81% m.m. en novembre, après une hausse de 0,94% en octobre. Tous les indices régionaux sont en progression. Une hausse mensuelle aussi forte en novembre n'avait pas été observée depuis 2015.

Les neuf secteurs faisant partie de l'enquête enregistrent tous une progression de leurs prix en novembre par rapport à octobre, notamment l'alimentation et les boissons (+2,16% m.m.), les articles de résidence (+1,4%) et les transports (+1%). En particulier, les prix du riz ont augmenté de 8,3% en novembre, mais ce résultat suggère que l'inflation du riz continue de décélérer depuis septembre (+17,3% en septembre, +12,2% en octobre).

Alors que la variation cumulée de l'IPCA-15 sur 12 mois atteignait 3,5% en octobre, elle s'élève désormais à 4,2%, si bien qu'elle rejoint la cible centrale de la Banque Centrale du Brésil (4 +/-1,5% pour 2020). Par ailleurs, la persistance de l'inflation depuis plusieurs mois pousse les prévisionnistes à revoir à la hausse leurs anticipations d'inflation pour 2020 et 2021 : selon le sondage Focus de la Banque Centrale du Brésil, la médiane des prévisions de marché atteint désormais 3,45 pour 2020 (contre 2,99% il y a un mois) et 3,5% pour 2021 (contre 3,1% il y a un mois).

Le Sénat approuve la troisième phase du programme Pronampe de soutien aux micros, petites et moyennes entreprises.

La semaine dernière, le Sénat a approuvé la troisième phase du programme Pronampe (Programa Nacional de Apoio às Microempresas e Empresas de Pequeno Porte), créé pour soutenir les micros, petites et moyennes entreprises (MPMEs) pendant la crise liée à la Covid-19¹. Il reste encore à la Chambre des députés d'approuver le projet de loi.

Initialement, le programme PESE (Programa Emergencial de Suporte a Empregos), approuvé par le Congrès le 3 avril 2020, mettait en place une ligne de crédit aux MPMEs leur permettant de payer le

¹ Les microentreprises ont un revenu brut inférieur 360 000 BRL par an, et les petites et moyennes entreprises ont un revenu annuel brut compris entre 360 000 BRL et 4,8 M.

salaires de leurs employés (jusqu'à un salaire équivalant à deux fois le salaire minimum), sous condition de ne pas les licencier. **Le programme Pronampe a pris le relais le 18 mai 2020**, en modifiant les conditions des opérations de crédit : les ressources du crédit peuvent être utilisées pour des investissements ou des dépenses de fonctionnement, et non pour distribuer des dividendes aux associés. A travers ce programme, le gouvernement abonde un fond de garantie couvrant les pertes potentielles des crédits octroyés (à hauteur de 85% jusqu'en juin, puis de 100%). Chaque entreprise peut bénéficier d'un crédit dont la valeur atteint au maximum 30% de ses revenus annuels bruts (108 000 BRL pour les microentreprises et 1,4 M BRL pour les PME).

A chaque phase du programme, l'Union a apporté davantage de ressources à ce fonds de garantie : 15,9 Mds BRL à la première phase et 12 Mds BRL à la deuxième. **La troisième phase du programme a permis de débloquer une nouvelle enveloppe de 10 Mds BRL en tant que garantie de crédit.** Bien qu'elles aient été débattues, les règles conditionnant les conditions des crédits ont été maintenues : le taux d'intérêt vaut 1,25% plus le Selic (2% aujourd'hui), le délai de remboursement peut aller jusqu'à 36 mois en comptant un délai de grâce de 8 mois.

Le Brésil conserve son excédent courant pour un septième mois consécutif.

D'après la Banque Centrale du Brésil (BCB), le Brésil a enregistré en octobre un excédent des transactions courantes de 1,5 Md USD, contre un déficit de 8,1 Mds USD en octobre 2019. Le Brésil conserve ainsi un excédent courant pour un septième mois consécutif. Sur les 12 derniers mois, le solde cumulé des transactions courantes atteint -15,3 Mds USD (-1% du PIB), contre un déficit de -24,9 Mds BRL en septembre (-1,6% du PIB).

L'excédent commercial mensuel atteint 4,8 Mds USD. Les exportations demeurent favorisées par la hausse de la demande mondiale de matières premières (notamment agricoles) ainsi que par la dépréciation du taux de change, tandis que les importations sont contraintes par la reprise encore timide de l'économie domestique. On constate néanmoins que les exportations continuent de se réduire depuis leur pic atteint en juillet alors que les importations demeurent stables, ce qui suggère que la dynamique baissière de l'excédent commercial devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année. Les soldes des services demeurent en revanche déficitaires, à hauteur de -1,6 et -1,8 Md USD respectivement.

Du côté du compte financier, les entrées nettes d'IDE sont positives mais restent déprimées par rapport à la période d'avant crise : elles s'élèvent à 1,8 Md USD en octobre, contre 8,2 Mds au même mois de l'année précédente. Les investissements de portefeuille négociés sur le marché domestique enregistrent également un solde net positif de 5,5 Mds USD, sous l'effet des entrées nettes en actions et fonds d'investissement (2,8 Mds USD) et en titres de dette (2,7 Mds USD). **Ces dynamiques ne sont néanmoins pas problématiques à ce stade pour le Brésil**, car les entrées cumulées d'IDE sur les 12 derniers mois (43,5 Mds, soit 2,9% du PIB) continuent de couvrir largement le déficit du compte courant (-15,3 Mds, soit 1% du PIB) et les réserves de change de la BCB demeurent élevées (354,5 Mds USD en octobre).

La Banque Mondiale prévoit une baisse de la pauvreté en 2020 puis une forte hausse l'année prochaine.

La Banque Mondiale a publié un nouveau rapport mondial sur la pauvreté (*Macro Poverty Outlook*) en octobre, dans lequel elle révisé son appréciation de la situation économique brésilienne actuelle et met à jour ses prévisions des taux de pauvreté et d'extrême pauvreté au Brésil.

Selon la Banque Mondiale, la situation sanitaire qu'a connu le Brésil devrait provoquer une contraction du PIB de -5,4% en 2020 (contre une prévision de -8% en juin). L'économie devrait rebondir de 3% en 2021 (contre une prévision de 2,2% en juin). Si les autorités ont réagi rapidement pour pallier les

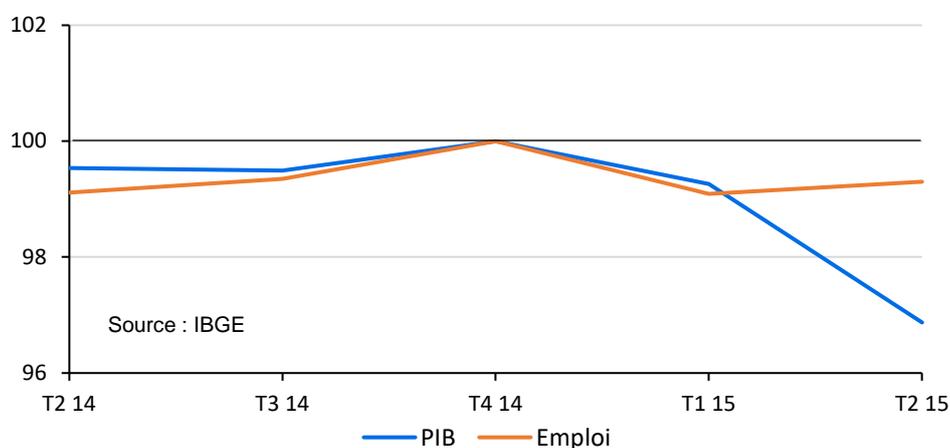
conséquences de la crise sur les entreprises et les ménages, les mesures qu'elles ont prises auront néanmoins un impact significatif sur les finances publiques. L'institution internationale prévoit que le déficit primaire devrait atteindre -11,6% du PIB, ce qui ferait passer la dette publique de 75,8% du PIB en 2019 à 93,5% du PIB en 2020.

La réaction rapide des autorités économiques pour soutenir le revenu des moins aisés² devrait contribuer à réduire la pauvreté au Brésil en 2020, avec un taux de pauvreté « large »³ à 13,3% (contre 19,7% en 2019) et un taux d'extrême pauvreté⁴ à 1,5% (contre 5,2% en 2019). Au-delà de la pauvreté monétaire, elle souligne également que la fermeture des écoles, en réponse à la crise sanitaire, a détérioré les conditions de vie des enfants les plus démunis (qui bénéficient des repas gratuits fournis dans les établissements scolaires). C'est la raison pour laquelle elle juge leur réouverture prioritaire, aux côtés du maintien de la soutenabilité de la dette publique et de la reprise du programme des réformes structurelles.

La Banque Mondiale prévoit néanmoins que la pauvreté devrait refluer en 2021 sous l'effet du retrait des aides temporaires et la récupération encore faible du marché du travail. Elle prévoit ainsi que le taux de pauvreté large atteindra 20,2% en 2021 et que celui d'extrême pauvreté atteindra 5,2%. Ces chiffres mettent en lumière le principal arbitrage auquel les autorités brésiliennes devront faire face l'année prochaine : le maintien des aides d'urgence aux plus démunis et le retour à la soutenabilité des finances publiques.

Graphique de la semaine : l'emploi résiste moins bien face à la crise actuelle que face à la récession de 2015-2016.

Récession de 2015-16
(indice : 14T4 = 100)

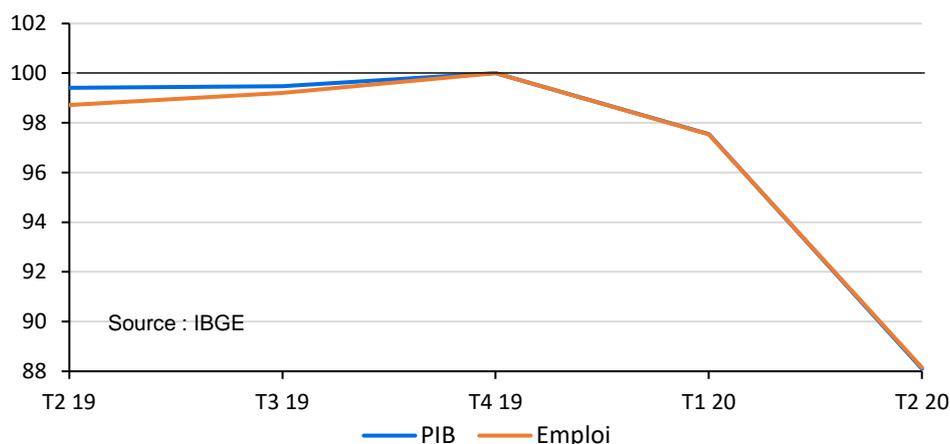


² Au total, 1,2 M de nouvelles familles ont été incluses à la Bolsa Familia et l'Auxilio Emergencial couvre 66 M de brésiliens. Selon les simulations de la Banque Mondiale, le revenu du quintile le plus pauvre de la population a augmenté de 20%, et celui du deuxième quintile d'environ 10%.

³ La pauvreté « large » concerne les personnes dont le revenu est inférieur à 5,5 USD par jour (en parité de pouvoir d'achat de 2011) et supérieur à 1,9 USD par jour.

⁴ L'extrême pauvreté concerne les personnes dont le revenu est inférieur à 1,9 USD par jour (en parité de pouvoir d'achat de 2011).

Récession liée à la Covid-19
(indice : 19T4 = 100)



Evolution des marchés du 20 au 26 novembre 2020

Indicateurs ⁵	Variation Semaine	Variation Cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+2,7%	-7,5%	109 671
Risque-pays (EMBI+ Br)	-7pt	+54pt	272
Taux de change R\$/USD	+0,0%	+32,3%	5,32
Taux de change R\$/€	+0,8%	+40,6%	6,34



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Auteur : Service Économique de Brasília

Directeur de la publication : Sébastien Andrieux (sebastien.andrieux@dgtrésor.gouv.fr)

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Brasília (adresser les demandes à julio.ramos-tallada@dgtrésor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Abonnement par email : tristan.gantois@dgtrésor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.

⁵ Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Bloomberg.